

Enjeux et conséquences de l'utilisation de l'anglais pour les études d'économie et de gestion à l'université¹

19 novembre 2009

Professeur Marc Chesney
Université de Zurich

De nombreuses Universités de pays ou régions francophones se sont orientées vers l'utilisation intensive de l'anglais en particulier pour l'enseignement de l'économie, de la gestion et de la finance. La recherche dans ces domaines se fait presque exclusivement dans cette langue. Comment ce choix stratégique s'est-il opéré, quels en sont les justifications et... les conséquences ? L'objectif de cet article est d'analyser l'état des lieux, puis de tenter d'apporter des réponses à ces questions. Auparavant, il convient d'identifier brièvement les enjeux globaux.

Les enjeux globaux

Il existe actuellement dans le monde environ trois millions d'étudiants étrangers. Ce volume va probablement être amené à s'accroître. Il s'agit d'un domaine stratégique pour les différents pays concernés. Être capable de les attirer permet à ceux-ci de pouvoir exercer une certaine influence sur la future élite. En ce qui concerne

¹ Article présenté lors du colloque sur « Le Français dans l'enseignement universitaire et la recherche scientifique », organisé à l'Université de Genève le 18 mars 2009.

la France, il devrait s'agir de développer ainsi au niveau international une élite francophile et francophone et de permettre aux étudiants français en approfondissant leurs connaissances à l'étranger, de trouver un travail plus facilement.

Etat des lieux

Les tâches principales d'un professeur sont censées être la recherche et l'enseignement. Quel rôle joue l'anglais aujourd'hui dans ces deux domaines ?

En ce qui concerne l'enseignement dans le domaine de l'économie et de la gestion, les informations suivantes sont obtenues pour un échantillon représentatif d'universités réputées d'Europe continentale. De nombreux programmes ont complètement basculé vers l'anglais. D'autres, sont susceptibles de le faire, ou sont bilingues. Sur un total de 153 Masters recensés², 44 utilisent exclusivement l'anglais et 31 sont bilingues (anglais ainsi que la langue nationale). Au sein de cet échantillon de Masters, l'anglais est ainsi devenu la première langue d'enseignement, très loin devant le français ou l'allemand par exemple qui dans ce groupe ne seraient la langue exclusive que de respectivement 10 et 11 Masters. La même tendance est observable dans une moindre mesure, dans les autres domaines d'enseignement. Les accords de Bologne ont accentué ce phénomène.

En économie et Finance, le passage des langues d'Europe continentale vers l'anglais concerne surtout les programmes de Master et de doctorat, le Bachelor, ou la licence, étant pour le

² Il s'agit de Masters en économie, finance ou gestion d'universités européennes réputées. Six pays sont concernés : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie et la Suisse. En France 32 Masters sont répertoriés. La liste des universités ou des grandes écoles est la suivante : la Sorbonne, Paris X Nanterre Paris-Dauphine, Lyon 1-Claude Bernard, Lyon 3, HEC, et l'ESSEC.

moment préservé. Cette impressionnante montée en puissance de l'utilisation de l'anglais est souvent perçue positivement dans le monde académique. Quels sont les arguments invoqués ?

- 1) Cela faciliterait les séjours à l'étranger pour les étudiants, ainsi que pour les professeurs.
- 2) Cela donnerait aux programmes d'enseignement plus de visibilité et leur permettrait de se professionnaliser.
- 3) Des programmes développés conjointement par plusieurs Universités en Europe, seraient susceptibles de recevoir une aide financière de Bruxelles. Conjointement signifie bien sur en anglais.
- 4) Le choix d'une langue serait neutre. N'influençant ni le contenu de l'enseignement ni la manière de le présenter, il ne représenterait donc aucun danger.
- 5) Continuer d'enseigner dans les langues locales serait absurde car l'industrie financière et les activités économiques en général requièrent l'utilisation de l'anglais.

D'autres arguments moins policés circulent. Les universités qui sont capables d'opérer ce basculement linguistique ont un savoir faire que les autres ne possèdent pas. Ces dernières sont donc en retard.

Un tel basculement génère des situations cocasses, pour ne pas dire ridicules. Un professeur de langue maternelle française peut ainsi être amené à enseigner en anglais face à un public constitué uniquement d'étudiants francophones.

Dans le domaine de la recherche, la tendance est la même. Actuellement, l'évaluation des professeurs d'université est en vogue. Celle-ci s'effectue sur la base de liste de revues scientifiques classées le plus souvent en trois groupes en fonction de leurs qualités supposées. Dans le groupe A, se trouvent les soi-disant meilleures (ou

« top »). Dans le groupe B, apparaissent celles qui sont jugées intéressantes sans être « top ». Dans le groupe C, le dernier, se situent les revues présentées comme étant passables, ce qui le plus souvent est perçu comme un euphémisme. Généralement, les revues en langue non anglaise sont absentes des groupes A et B. Pourquoi ? Il serait tentant de répondre : par construction, si elles acceptent des articles dans une « langue locale », c'est justement qu'elles sont de mauvaise qualité !

Il est donc aujourd'hui quasiment impossible de s'appuyer sur des articles dans une autre langue que l'anglais pour effectuer une carrière universitaire. Les articles publiés dans d'autres langues sont même parfois mal perçus. Ce qui est écrit en anglais, à qualité égale, a aujourd'hui plus de poids que ce qui est rédigé par exemple en français. C'est un phénomène qui est connu dans le domaine cinématographique par exemple. Les stars américaines ne sont pas intrinsèquement meilleures que les européennes, mais elles arrivent à s'imposer au détriment de leurs consœurs européennes.

Les éditeurs de ces « top-journals », sont le plus souvent professeurs aux Etats-Unis. Ainsi les collègues des pays anglophones jouissent d'un avantage certain, puisque d'une part ils écrivent dans leur langue maternelle et que d'autre part, ils disposent d'une véritable proximité avec ces éditeurs.

Les congrès importants ont eux aussi pour la plupart adopté l'anglais comme unique langue de présentation. Dans les années 1980, les conférences internationales organisées en France, dans le domaine de la finance par exemple, étaient souvent bilingues avec traductions simultanées. L'anglais s'est rapidement imposé. Il n'était alors pas rare de rencontrer des collègues américains eux-mêmes étonnés d'un tel basculement, la traduction simultanée étant à leurs yeux, suffisante. Possédant quelques connaissances en français, ils auraient souhaité pouvoir les utiliser.

Pour certains professeurs, responsables de l'organisation de congrès internationaux, qualité est synonyme d'utilisation de l'anglais. En effet, comme on peut l'entendre, cette recherche de qualité passe par l'exclusion de tout article soumis en français. Seuls ceux rédigés en anglais sont susceptibles d'être retenus. Il n'est pas rare que ces conférences soient en partie financées par des fonds publics d'origine française. Une telle tendance est constatée au niveau international. Des sociétés latino-américaines organisent des congrès où les collègues lusophone et hispanophone se rencontrent. La langue officielle étant l'anglais bien qu'à priori très peu de chercheurs américains ne participent à ces congrès.

Si l'on considère les prix Nobel d'économie, il est intéressant de constater qu'en 60 ans environ, seul un prix a été décerné à un francophone affilié à une université (ou grande école) francophone. Il s'agit de Maurice Allais en 1988. Dans la liste nous ne trouverons que 5 lauréats sur 64, professeurs dans une université de langue non-anglaise. C'est-à-dire qu'approximativement 92% des lauréats sont affiliés à une université de langue anglaise et environ 86% à une université américaine.

Il est peut-être naturel qu'il en soit ainsi. Cela ne ferait que traduire la puissance de l'économie américaine et l'apport des lauréats de ce pays au progrès économique et social international. Or, l'économie américaine ne représente pas 86% de l'économie mondiale, mais beaucoup moins, environ 25% (avant la crise, en 2007). Par ailleurs, il convient de remarquer que deux de ces lauréats (Robert Merton et Myron Scholes, nobélisés en 1997) ont par la suite été associés à la faillite du fond d'investissement LTCM en 1998 et que 10 d'entre eux proviennent de l'Université de Chicago connue pour prôner la dérégulation la plus grande possible pour les marchés, celle-ci étant une des causes de la grave crise des années 2007 et 2008.

Le mode d'attribution n'est probablement pas étranger à la concentration de prix Nobels dans un pays et dans certaines universités. Ce sont précisément des personnalités académiques de premier plan : récipiendaires du prix Nobel d'économie, directeurs de revue académiques... le plus souvent basés dans le monde anglo-saxon et en particulier aux Etats-Unis, qui sont consultés avant qu'une décision ne soit prise. Chacune d'entre elles est censée fournir une liste où figurent quelques noms de professeurs nobélisables, à l'exclusion du leur. Comment se protéger contre la tentation de privilégier un de ses anciens doctorants ayant le calibre pour un tel prix et donc de proposer son nom? Cette « consanguinité intellectuelle³ » a pour conséquence un inquiétant manque de diversité culturelle, ce qui constitue justement le thème de la section suivante.

Quelles sont les conséquences de cette évolution ?

Tout d'abord *une grande homogénéisation des enseignements*. Les cours se déroulent de plus en plus dans la même langue, l'anglais, et avec des livres identiques d'une institution à l'autre. En effet de nombreux ouvrages écrits par des collègues américains existent déjà et il est difficile qu'un manuel rédigé par un professeur européen s'impose sur ce marché. Il sera perçu comme trop local et ne pourra qu'éventuellement occuper une niche. D'ailleurs les institutions d'accréditation scrutent les plans de cours et les livres utilisés et incitent aussi à cette homogénéisation. Le programme européen de mobilité pour les étudiants (Erasmus Mundus) a en effet sur son site internet⁴ un paragraphe tout à fait révélateur des contradictions

³ Entre 1980 et 2009, approximativement 45% des récipiendaires du Prix Nobel avait un directeur de thèse lui aussi nobélisé.

⁴ Source : <http://lct-master.org/index.php?id=faq#10>

auxquelles il est confronté : d'une part mettre en avant la diversité culturelle et l'utilisation d'au moins deux langues dans le cadre du cursus. D'autre part, préciser qu'il n'est pas exclu que ces deux langues n'en constituent qu'une, on l'aura compris, l'anglais. Lorsqu'on lit entre les lignes, la belle diversité culturelle s'estompe et le contribuable européen finance⁵ des programmes exclusivement en anglais, avec des cours de « langues locales », que les étudiants ont rarement le temps de suivre. Le message pour les étudiants étant : vous pouvez suivre pendant vos loisirs, des cours de français, d'italien...si vous le souhaitez, mais attention il ne faut pas perdre de temps pour la préparation des examens. Ces langues locales, qui pourraient être appelées indigènes, en référence à une autre époque, ont un intérêt culturel mais pas d'utilité professionnelle, puisque tous les cours obligatoires sont donnés en anglais.

Il convient à ce niveau de remarquer que l'argument selon lequel cette utilisation intensive de l'anglais et cette homogénéisation qui en résulte serait susceptible d'accroître les échanges d'étudiants est à double tranchant. L'intérêt que représente un séjour dans une université étrangère est limité si la langue d'enseignement et les manuels utilisés sont les mêmes. Cette tendance va à l'encontre de l'idée selon laquelle les universités devraient tenter de former des esprits brillants et novateurs susceptibles d'affronter les défis de l'avenir.

⁵ Erasmus disposerait ainsi d'un budget d'environ 1 milliard d'euros pour les 5 ans à venir (approximativement le double de la somme allouée de 2005 à 2009) et cela concernerait une centaine de masters ainsi que des programmes doctoraux.

La récente crise corrobore cette idée. Il a été souvent reproché aux PDG d'avoir un comportement moutonnier. L'homogénéisation des programmes renforce ce phénomène.

Les étudiants étrangers, en particulier aux niveaux des masters et du doctorat, ne sont pas encouragés à apprendre les langues autochtones, le français en l'occurrence, ils sont même découragés. Dans la plupart des programmes doctoraux, comme par exemple à l'INSEAD, on leur explique que ce serait une perte de temps, qu'ils doivent se concentrer sur leurs études.

En France et dans les pays francophones, les étudiants étrangers, sont le plus souvent recrutés, en ce qui concerne les langues, sur la base de leurs connaissances... en anglais et non-pas en français (le Québec est probablement une exception). Il est généralement recommandé à ces étudiants de séjourner dans un pays anglophone, souvent l'Angleterre⁶, avant le début du programme, pour qu'ils puissent éventuellement parfaire leurs connaissances, rarement de la langue de Shakespeare, mais plutôt d'un idiome technique sans saveur. Les enseignements s'effectuent de plus en plus en anglais, les étudiants doivent rédiger dans cette langue. Ils sont incités à ne pas apprendre le français et en même temps les médias constatent régulièrement une perte d'influence du français, s'interrogent à ce sujet, voire s'en plaignent. Les causes sont cependant assez claires. L'élite internationale, réelle ou virtuelle, formée dans les pays ou régions francophones, devra être convaincue que le modèle est ailleurs, en l'occurrence à Londres ou à New-York (avec la récente crise financière, cela semble d'autant plus difficile à accepter) et devra penser que l'apprentissage de la culture locale, de ses richesses

⁶ Voir le rapport rédigé par le professeur François Grin (*L'enseignement des langues étrangères comme politique publique*, septembre 2005) au sujet des retombées économique de cette politique pour l'Angleterre.

et de ses nuances, n'est pas pertinent. Cette tendance à la standardisation excessive n'est pas sans dangers. Les défis internationaux devraient inciter à former une élite diversifiée et innovante. Les capacités requises pour faire partie de celle-ci, devraient être entre autres de pouvoir s'adapter à un environnement différent, de le comprendre et d'être susceptible de communiquer avec les acteurs locaux.

Par ailleurs, cette tendance surprend et déçoit le plus souvent les étudiants étrangers inscrits dans des universités soi-disant francophones et auxquels est imposée l'utilisation de l'anglais, bien que pour des raisons diverses (proximités culturelles, ...), ils souhaiteraient étudier en français.

L'exemple de l'INSEAD est intéressant, puisqu'il y a une quarantaine d'années, il s'agissait de développer une école où l'enseignement serait fourni en trois langues : le français, l'anglais et l'allemand. Le modèle a manifestement évolué !

Pour les universités d'Europe continentale, cette évolution les amène à adopter une stratégie de suiveur. Cette homogénéisation incite les étudiants qui s'expatrient à chercher l'original plutôt que la copie, c'est-à-dire à tenter de poursuivre leurs études aux Etats-Unis ou en Angleterre, plutôt que dans un pays de langue non-anglaise. Les universités européennes et en particulier francophones contribuant à véhiculer l'idée selon laquelle leurs consœurs américaines constituent le modèle, sont souvent amenées à recruter des étudiants qui souhaitaient s'inscrire dans une institution située aux Etats-Unis, mais dont la candidature n'a pas été retenue. Certains d'entre eux y poursuivront finalement leurs études, s'ils réussissent à y obtenir une inscription.

Le recrutement d'un professeur est souvent lié à un séjour suffisamment long dans ce pays, pour qu'il atteigne ainsi une certaine visibilité, au contact des « Top-Professeurs ».

Une place plutôt décevante dans les classements internationaux. En effet, selon le classement de Shanghai, souvent cité, en 2009, sur les 100 meilleures universités, 55 seraient américaines, 11 anglaises, et quatre canadiennes. En 2008 le panorama était comparable. Sur les 20 premières universités, 17 seraient américaines (85%), deux anglaises (10%), et enfin une, la 19^e, japonaise (5%). Le classement du Times Higher Education donnait des résultats semblables. 13 (65%) des 20 meilleures universités seraient situées aux Etats-Unis, 4 (20%) en Angleterre, une (5%) en Australie, une (5%) au Canada et enfin une (5%), la 19^e aussi, au Japon. Dans un cas comme dans l'autre, 95% des 20 meilleures universités seraient anglophones. En ce qui concerne ce dernier classement, sur les 40 premières universités, 19, (c'est-à-dire 47,5%) seraient situées aux USA, 8 (20%) en Angleterre, 3 (7,5%) en Australie, 2 (5%) au Canada, 2 (5%) au Japon, 2 (5%) à Hong-Kong et 2 (5%) en France⁷

Comment expliquer une telle domination anglo-saxonne et américaine en particulier ? Certains campus américains méritent indubitablement de figurer aux meilleures places d'un classement international. Ces résultats semblent cependant exagérés, hors de proportion lorsque l'on considère la puissance de l'économie américaine (environ 25%). Par ailleurs, qu'aucune Universités allemandes, suédoise, italienne, espagnole... n'apparaissent parmi les meilleures semble pour le moins surprenant.

⁷ Il s'agit de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Polytechnique placées respectivement en 28^e et 34^e positions.

Les critères utilisés permettent d'apporter quelques éléments de réponse. En ce qui concerne le classement de Shanghai par exemple, le poids accordé aux prix Nobel semble exorbitant : 20% correspondant au nombre de récipiendaires affiliés aux institutions concernées, 10% liés au nombre d'anciens étudiants devenus Prix Nobel. A cela il faut rajouter 20% correspondant aux chercheurs les plus cités, c'est-à-dire les prix Nobel (cela ne peut pas nuire à la publication d'un article que de citer des prix Nobel) ou ceux susceptible de le devenir. En conclusion, la moitié de la pondération est affectée à la présence passée, présente ou éventuellement future de prix Nobel dans les institutions évaluées. Or comme cela a été décrit précédemment, la proportion des prix Nobel d'Economie anglo-saxons et américains en particulier est extrêmement élevée (92% et 86% respectivement).

A ces 50% de pondération directement liés aux Prix Nobel, se rajoute 40% lié aux publications dans les revues supposées top et situées dans leurs écrasante majorité dans les pays anglo-saxons et aux Etats-Unis en particulier.

Il reste 10% affecté à la publication moyenne des professeurs des institutions concernées. Comme le lecteur pourra le constater, il existe une certaine redondance entre ces différents critères.

Curieusement, aucun critère ne prend en compte la facilité à trouver un travail à la fin des études, le salaire obtenu... Rien concernant la diversité culturelle, la capacité à enseigner en différentes langues... Par ailleurs, il est surprenant de constater que les publications effectuées dans des organismes de recherche tels que le CERN, l'INSERM... ne soient pas comptabilisées.

Ainsi les pays d'Europe continentale investissent actuellement des montants énormes⁸ dans une course perdue d'avance, où ils ont la grande ambition de faire passer leurs universités de la 3^e catégorie à la seconde, ou de pouvoir les stabiliser à la seconde, comme l'université Paris VI, qui dans le classement de Shanghai est passé de la 42^e à la 40^e entre 2008 et 2009. On ne saurait en effet imaginer un classement international qui ne classe pas par exemple Harvard, Yale, les universités de Chicago et de Columbia, le M.I.T. ... dans les premières institutions. Les autres institutions sont par construction reléguées à des places subalternes. En donnant de la valeur à ces classements, ces institutions accréditent l'idée selon laquelle les étudiants internationaux devraient d'abord essayer de s'inscrire dans un établissement situé en dehors de l'Europe continentale, puis s'ils ne sont pas recrutés, alors ils devraient postuler dans nos universités!

La volonté d'acquérir de la visibilité, de faire partie du réseau, la crainte d'en être exclue, incite les campus de l'Europe continentale, à adopter actuellement une stratégie de suiveur, qui par construction ne leur permettra jamais d'accéder aux premières places.

Au terme de cet article, la question se pose de savoir s'il existe une alternative à l'utilisation intégrale de l'anglais dans les 2^e et 3^e cycles de l'enseignement supérieur, ou si cette progression va atteindre la licence, avec en ligne de mire le baccalauréat. Cette question étant politique, elle requiert donc pour sa résolution une volonté politique à la hauteur des enjeux. Une telle volonté devrait permettre de mettre en place une politique alternative basée sur les caractéristiques suivantes.

⁸ L'Espagne par exemple, vient de sélectionner 15 campus auxquels elle pourrait fournir jusqu'à 5 millions d'Euros chacun en 2009.

-Inciter les étudiants non francophones souhaitant étudier dans une région francophone, à apprendre le français par le biais de séjours linguistiques avant le début des cours, ce qui aurait des retombées économiques positives pour écoles de langue, le commerce...

-Limiter, pour les étudiants étrangers, l'utilisation de l'anglais au premier semestre d'étude et aux cours donnés par des professeurs de langue maternelle anglaise.

-Permettre une plus grande utilisation de manuels rédigés en français et donner ainsi à leurs auteurs une plus grande visibilité.

-Permettre aux chercheurs francophones de présenter leurs travaux en français dans le cadre de conférences organisées dans une région francophone et de les publier le cas échéant dans cette langue.

-Développer des revues de recherche de grande qualité scientifique, qui permettent l'utilisation du français.

-Encourager une plus grande diversité dans la pensée économique.

-Créer des systèmes d'évaluation internationaux pour les universités, qui seraient basés sur des notes et qui valoriseraient aussi la diversité culturelle et la capacité à enseigner et à apprendre dans différentes langues (français, anglais, allemand, italien, espagnol...). En évitant de classer les Universités de la première à la dernière, des groupes seraient ainsi créés. Celui de tête devrait ainsi être plus représentatif de cette diversité.

-Promouvoir (Communauté Européenne) des programmes d'enseignement qui respectent cette diversité (Erasmus Mundus...)

-Veiller enfin à ce que les organismes d'accréditations valorisent cette diversité.